

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 91 — 3140

[S — 29545]

18 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 81;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 24 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif du 3 septembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° le Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 2. Le président et le vice-président du Conseil supérieur sont nommés par le Ministre pour un terme de six ans renouvelable une fois.

Un des deux mandats de président et de vice-président est assumé par un représentant de l'enseignement officiel, l'autre par un représentant de l'enseignement libre subventionné.

Les candidatures sont présentées respectivement par le Conseil pédagogique de l'Enseignement de la Communauté française et par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

En cas d'absence du président, la présidence est assurée par le vice-président.

Si le président et le vice-président sont tous deux absents, le plus âgé des membres présents assume la présidence.

Art. 3. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Ministre pour un terme de six ans renouvelable une fois.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les membres visés à l'article 79, alinéa 3, c) du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 sont nommés pour un terme d'un an renouvelable au maximum deux fois.

Les candidatures pour chacun des mandats des membres effectifs et des membres suppléants sont présentées sur une liste double pour chacun des groupes concernés.

Les membres visés à l'article 79, alinéa 3, a), b) et c) du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 sont présentés respectivement par le Conseil pédagogique de l'Enseignement de la Communauté française et par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

Art. 4. Le Ministre, les président et vice-président de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, ou leurs délégués, participent avec voix consultative aux réunions du Conseil supérieur.

Art. 5. Le Conseil supérieur constitue un bureau qui assure la préparation des travaux.

Le bureau se compose du président, du vice-président, de trois membres du Conseil supérieur appartenant au groupe visé à l'article 79, alinéa 3, a) du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, à savoir un membre par réseau d'enseignement.

Peuvent participer avec voix consultative aux réunions du bureau le Ministre, les président et vice-président de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, ou leurs délégués.

Si le président et le vice-président sont tous deux absents, le plus âgé des membres présents préside la réunion.

Art. 6. Le secrétariat permanent de la Commission de concertation visée à l'article 15 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 assure le secrétariat du Conseil supérieur et du bureau.

Art. 7. Les membres du Conseil supérieur et du bureau, les personnes visées à l'article 4 ainsi que les personnes à la collaboration de qui il est fait appel ont droit au remboursement de leurs frais de parcours, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Toutes les personnes visées à l'alinéa 1er sont assimilées aux fonctionnaires du rang 13.

Art. 8. Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il cesse de plein droit de faire partie du Conseil supérieur.

Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Tout membre nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 9. Le président du Conseil supérieur convoque les membres, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Ministre, soit la demande d'au moins un tiers des membres.

La convocation doit être expédiée au moins dix jours ouvrables avant la réunion, la date de la poste faisant foi.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion, en avertit le président et invite le suppléant ayant sa qualité, à siéger. Celui-ci assiste à la réunion avec voix délibérative.

Le Conseil supérieur ne siège pas entre le 1er juillet et le 20 août, sauf cas exceptionnel.

Art. 10. Le Conseil supérieur émet ses avis à la majorité simple des voix. Des notes de la minorité peuvent être jointes aux avis.

En cas de parité des voix, les opinions respectives sont communiquées au Ministre.

Le Conseil supérieur ne peut émettre valablement ses avis que lorsqu'au moins la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les dix jours ouvrables, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente. Quel que soit le nombre des membres présents, un avis valable est émis, sauf entre le 1er juillet et le 20 août.

Art. 11. Le Conseil supérieur consulte, s'il échet, le Conseil permanent de l'Enseignement supérieur, les Conseils supérieurs de l'Enseignement supérieur de plein exercice et le Conseil de l'Enseignement technique et professionnel en ce qui concerne l'établissement des profils professionnels et les niveaux de formation.

L'avis du Conseil concerné est remis au Conseil supérieur dans les quarante jours ouvrables qui suivent la date de transmission du dossier.

Art. 12. Sur la proposition du Conseil supérieur, le Ministre établit le règlement selon lequel le Conseil supérieur et son bureau exercent leurs attributions.

Ce règlement permet la création de groupes de travail et prévoit la possibilité de faire appel à toute collaboration jugée utile.

Art. 13. Les fonctions de président, de vice-président ou de membre du Conseil supérieur et du bureau ne sont pas rétribuées.

Art. 14. Quand ils participent aux réunions du Conseil, du bureau ou des commissions, les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont en activité de service.

Art. 15. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 septembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,
V. FEAUX

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

N. 91 — 3140

[S — 29545]

18 SEPTEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
tot bepaling van de wijze van organisatie en werking
voor het onderwijs voor sociale promotie van de Hoge Raad

De Raad van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991, houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 81;
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 24 juni 1991;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 1991;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 3 september 1991,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit bedoelt men met :

1° de Hoge Raad : de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie zoals bedoeld bij artikel 78 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° de Minister : de Minister onder de bevoegdheid van wie het onderwijs voor sociale promotie ressorteert.

Art. 2. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Hoge Raad worden door de Minister benoemd voor een termijn van zes jaar die eenmaal vernieuwbaar is.

Eén der twee mandaten van voorzitter en ondervoorzitter wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van het officieel onderwijs en het andere door een vertegenwoordiger van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De kandidaturen zullen respectievelijk voorgedragen worden door de Pedagogische Raad van het Gemeenschapsonderwijs en door de representatieve organisaties van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs.

Indien de voorzitter afwezig is, wordt het bureau door de ondervoorzitter voorgezeten.

Als de voorzitter en de ondervoorzitter beiden afwezig zijn, wordt het voorzitterschap door de oudste van de aanwezige leden waargenomen.

Art. 3. De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Minister benoemd voor een termijn van zes jaar die eenmaal vernieuwbaar is.

In afwijking van het 1e lid worden de leden bedoeld bij artikel 79, 3e lid, c) van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991, benoemd voor een termijn van zes jaar die maximum tweemaal vernieuwbaar is.

De kandidaturen voor elk mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden worden voorgedragen op een dubbele lijst voor elk van de betrokken groepen.

De leden bedoeld bij artikel 79, 3e lid, a), b) en c) van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 worden voorgedragen respectievelijk door de Pedagogische Raad voor het Gemeenschapsonderwijs en door de representatieve organisaties van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 4. De Minister, de voorzitter en de ondervoorzitter van de overlegcommissie bedoeld bij artikel 15 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991, of hun afgevaardigden, wonen de vergaderingen van de Hoge Raad met raadgevende stem bij.

Art. 5. De Hoge Raad stelt een bureau samen dat belast is met de voorbereiding van de werkzaamheden.

Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter, drie leden van de Hoge Raad die behoren tot de groep bedoeld bij artikel 79, alinea 3, a) van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991, m.n. een lid per onderwijsnet.

Mogen met raadgevende stem aan de vergaderingen van het bureau deelnemen: de Minister, de voorzitter en de ondervoorzitter van de overlegcommissie bedoeld bij artikel 15 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991, of hun afgevaardigden.

Als de voorzitter en de ondervoorzitter beiden afwezig zijn, wordt het voorzitterschap door de oudste van de aanwezige leden waargenomen.

Art. 6. Het vast secretariaat van de overlegcommissie bedoeld bij artikel 15 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991, neemt het secretariaat van de Hoge Raad en van het bureau waar.

Art. 7. De leden van de Hoge Raad en van het bureau, de personen bedoeld bij artikel 4 evenals de personen op wier medewerking een beroep wordt gedaan, hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 betreffende de reglementering inzake reiskosten.

Alle personen bedoeld bij het 1e lid worden gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 13.

Art. 8. Wanneer een werkend of plaatsvervangend lid ontslag neemt of de hoedanigheid verliest uit hoofde waarvan hij benoemd is, houdt hij van rechtswege op deel uit te maken van de Hoge Raad.

Ieder ontslagnemend lid blijft zitting hebben tot de benoeming van zijn plaatsvervanger.

Ieder lid dat benoemd is ter vervanging van een ander lid, voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Art. 9. De voorzitter van de Hoge Raad roept de leden bijeen hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Minister, hetzij op verzoek van minstens één derde van de leden.

De oproeping moet minstens vijf werkdagen vóór de vergadering toegestuurd worden: de postdatum is bewijskrachtig.

Ieder werkend lid dat verhinderd is, verwittigt de voorzitter en verzoekt de plaatsvervanger met dezelfde hoedanigheid, zitting te nemen. Deze woont de vergadering bij met medebeslissende stem.

De Hoge Raad heeft geen zitting tussen 1 juli en 20 augustus, uitgezonderd buitengewone gevallen.

Art. 10. De Hoge Raad brengt advies uit bij eenvoudige meerderheid van stemmen. Minderheidsnota's kunnen bij de adviezen gevoegd worden.

Bij staking van stemmen worden de respectieve meningen aan de Minister voorgelegd.

De Hoge Raad kan slechts geldige adviezen uitbrengen als ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig zijn.

Indien het vereiste quorum niet wordt bereikt, wordt een vergadering binnen tien werkdagen gehouden, op nieuwe samenroeping van de leden, met dezelfde agenda als die van de vorige vergadering. Ongeacht het aantal aanwezige leden wordt een geldig advies uitgebracht, uitgezonderd tussen 1 juli en 20 augustus.

Art. 11. De Hoge Raad raadpleegt eventueel de Vaste Raad voor het hoger onderwijs, de Hoge Raden voor het onderwijs met volledig leerplan en de Raad voor het technisch en beroepsonderwijs, wat de vaststelling van de beroepsprofielen en de opleidingsniveaus betreft.

Het advies van de betrokken Raad wordt aan de Hoge Raad meegedeeld binnen de veertig werkdagen na de verzending van het dossier.

Art. 12. Op voorstel van de Hoge Raad stelt de Minister het reglement vast volgens welk de Hoge Raad en zijn bureau hun opdrachten zullen uitoefenen.

Dit reglement laat de oprichting van werkgroepen toe en voorziet in de mogelijkheid een beroep te doen op elke medewerking die nuttig geacht wordt.

Art. 13. De functies van voorzitter, ondervoorzitter of lid van de Hoge Raad en van het bureau worden niet bezoldigd.

Art. 14. Wanneer ze aan de vergaderingen van de Raad, van het bureau of van de commissies deelnemen, zijn de leden van het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, in dienstactiviteit.

Art. 15. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y.YLIEFF

F. 91 — 3141

[S — 29546]

18 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 25;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu la délibération de l'Exécutif du 3 septembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° la commission : la commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée à l'article 15 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2° le Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 2. Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il cesse de plein droit de faire partie de la commission.

Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Tout membre nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 3. Le président convoque les membres soit de sa propre initiative, soit à la demande du ministre, soit à la demande des représentants d'au moins un réseau d'enseignement.

La convocation doit être expédiée au moins dix jours ouvrables avant la réunion, la date de la poste faisant foi.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

Art. 4. En cas d'absence du président, la présidence de la commission est assurée par le vice-président.

Si le président et le vice-président sont tous deux absents, le plus âgé des membres présents assume la présidence.

Art. 5. § 1er. La commission désigne les membres de chaque groupe de travail visé à l'article 24 du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991.

Parmi eux figurent nécessairement le ou les membres concernés de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale ainsi que, pour les sections et les unités de formation visant une qualification professionnelle, au moins un expert étranger à l'enseignement.

§ 2. Lorsqu'elle a fixé la composition du groupe de travail, la commission en choisit le président.

Art. 6. Dans un délai de dix jours ouvrables, la commission remet ses avis au Ministre, qui en transmet une copie à l'administration.